Allemagne : pour réduire le manque de main-d'œuvre, le gouvernement veut assouplir les conditions d'obtention de la nationalité ainsi que la possibilité d'avoir une binationalité

23/08/2023 à 17h20



Le gouvernement allemand a adopté mercredi un projet de loi accélérant le processus de naturalisation et étendant les possibilités de double nationalité, pour notamment réduire la pénurie de main-d'œuvre dont souffre la première économie européenne. Selon le texte, qui devra encore être approuvé par le Parlement, il sera possible de demander la nationalité allemande après cinq ans de résidence dans le pays, au lieu de huit actuellement. L'opposition conservatrice s'est dès le début déclarée très sceptique.

«*Nous voulons que les personnes qui font partie depuis longtemps de notre société puissent participer à l'organisation démocratique de notre pays*», a déclaré la ministre de l'Intérieur Nancy Faeser lors d'une conférence de

presse. Les étrangers particulièrement bien intégrés dans le pays, parlant très bien la langue **ou se distinguant par un engagement dans le bénévolat, pourront faire la démarche après trois ans.**

«*Face à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, nous avons besoin de gens intelligents et énergiques qui veulent rester ici durablement et qui se reconnaissent dans notre pays*», a commenté le ministre de l'Économie, l'écologiste Robert Habeck dans un communiqué. **Les candidats à la nationalité allemande devront toutefois faire la preuve qu'ils ne sont pas dépendants de l'aide publique, sauf exceptions.**

La loi ouvrira aussi la possibilité à davantage de personnes d'avoir une double nationalité, y compris à la large communauté turque d'Allemagne, qui compte quelque 1,5 million de ressortissants. Ce privilège est jusqu'ici réservé aux citoyens de l'Union européenne et de la Suisse.

«*Un droit moderne de la citoyenneté constitue une incitation à s'impliquer activement dans la société*», a estimé Robert Habeck. La révision du droit de la citoyenneté est un projet clef de la coalition du social-démocrate Olaf Scholz avec les écologistes et les libéraux du FDP, au pouvoir depuis décembre 2021.

La loi ne fait toutefois pas l'unanimité dans la classe politique. L'opposition conservatrice s'est dès le début déclarée très sceptique. Dans le journal Die Welt, le député conservateur Alexander Throm a jugé mercredi la loi «inconsidérée» et la période de 3 à 5 ans «tout simplement trop courte» pour accorder la nationalité allemande.

Le Figaro

Merci à moi